

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76032 ROUEN

ROUEN, le 19/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **POLYKOTE SAS**

Zone Industrielle de l'Europe  
12, Avenue de l'Europe  
76220 GOURNAY EN BRAY

Références : UDRD-2022-12-522-ET  
Code AIOT : 0005800652

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement POLYKOTE SAS implanté Zone Industrielle de l'Europe 12, Avenue de l'Europe 76220 GOURNAY EN BRAY. L'inspection a été annoncée le 26/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Objet de la visite: Instruction du dossier de réexamen IED remis par l'exploitant en mars 2022 dans le cadre de la parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles concernant l'activité de traitement de surface à l'aide de solvants organiques

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POLYKOTE SAS
- Zone Industrielle de l'Europe 12, Avenue de l'Europe 76220 GOURNAY EN BRAY
- Code AIOT : 0005800652
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société POLYKOTE SAS exerce au sein de son établissement localisé à GOURNAY EN BRAY des activités d'impression pour l'emballage de ramettes de papier et d'emballages alimentaires, de contre-collage et complexage de matériaux pour l'isolation dans les bâtiments. Les activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 février 2014.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- réexamen IED des conditions d'autorisation dans le cadre de la parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles concernant l'activité de traitement de surface à l'aide de solvants organiques
- détection incendie
- stockage de solvant

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Réexamen des conditions d'autorisation - Emissions du site	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R 515-67	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°1</u></b>	3 mois
4	Réservoirs aériens de solvants	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.4.4	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°2</u></b>	15 jours
5	Canalisation - transport des produits	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.4.7	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°3</u></b>	1 mois
7	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.3.5	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°4</u></b>	Lors de la prochaine vérification du dispositif
8	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°5</u></b>	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen des conditions d'autorisation	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L 515-28	/	Sans objet
2	Réexamen des conditions d'autorisation - demande de dérogation	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R 515-68	/	Sans objet
6	Propreté - rétentions	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 2.3.1 et 7.4.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'engage à respecter les points actuellement identifiés comme non-conformes d'ici la fin de période de mise en conformité, soit le 9 décembre 2024 au plus tard. L'exploitant doit toutefois compléter sous 3 mois son dossier de façon à positionner plus factuellement les émissions du site par rapport aux niveaux d'émissions (NEA-MTD) du document de

référence BREF (prise en compte de l'ensemble de la chaîne d'émission). Enfin, concernant la demande de dérogation sollicitée à propos de l'utilisation de solvants à haute teneur en extrait sec, il est considéré que les installations, en l'état, sont conformes avec le BREF et qu'en conséquence la dérogation sollicitée par l'exploitant n'a pas lieu d'être.

Par ailleurs, à l'issue de la visite d'inspection, des demandes sont formulées à l'exploitant par lettre préfectorale. Il y répondra dans les délais indiqués.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réexamen des conditions d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article L 515-28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission du dossier de réexamen et du rapport de base
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques.</p> <p>Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation de ces conditions pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.</p> <p><b>Constats :</b> Pour rappel, les activités de POLYKOTE sont classées sous la rubrique n°3670 (traitement de surface [...] à l'aide de solvants organiques) au régime de l'autorisation et relève de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED). A ce titre, la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établit les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives aux activités de traitement de surface à l'aide de solvants organiques (BREF STS), parues au journal officiel de l'Union européenne (JOUE) le 9 décembre 2020. Cette publication déclenche le réexamen des prescriptions de l'autorisation prévu à l'article L 515-28 du code de l'environnement. Aussi, l'exploitant disposait d'un an à compter de cette publication pour remettre au préfet le dossier de réexamen concernant son établissement. Le dossier a été remis le 31/03/2022 lequel était accompagné du rapport de base.</p> <p>Le dossier transmis comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article R515-72 du Code de l'Environnement. Il est notamment fait état du périmètre de l'installation IED, de la liste des BREF pris en compte, de l'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation et de son positionnement par rapport aux MTD identifiées.</p> <p>Le dossier peut donc être qualifié de complet.</p> <p><b>L'inspection rappelle que les conclusions du BREF sont applicables au 09/12/2024. En outre, ces dispositions ont fait l'objet d'une transposition en droit français par la parution de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 <i>relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des ICPE.</i></b></p> <p><b>L'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions les plus contraignantes prévues par son arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel précité, qui sera opposable à compter du 9/12/2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Réexamen des conditions d'autorisation - demande de dérogation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/05/2017, article R 515-68
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Demande de dérogation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Sans préjudice des articles R. 181-43 et R. 181-54 et par dérogation aux dispositions de l'article R. 515-67, les valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 peuvent, sur demande de l'exploitant, excéder, dans des conditions d'exploitation normales, les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles s'il justifie dans une évaluation que l'application des dispositions de l'article R. 515-67 entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :</p> <p>a) De l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou</p> <p>b) Des caractéristiques techniques de l'installation concernée.</p> <p>Le préfet précise, dans l'arrêté d'autorisation :</p> <p>-les raisons ayant conduit à l'application de ce I, y compris son appréciation sur le résultat de l'évaluation quant au caractère disproportionné du surcoût au regard des bénéfices attendus pour l'environnement ;</p> <p>-la justification des prescriptions imposées à l'exploitant.</p> <p>L'application de ces dispositions donne lieu à une réévaluation lors de chaque réexamen.</p> <p>II.-L'évaluation prévue au I compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions de l'article R. 515-67 aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux a et b du I.</p> <p>III.-Le préfet sollicite l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur les prescriptions dont il envisage d'assortir l'autorisation ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande de dérogation.</p> <p>Il en informe le pétitionnaire au moins huit jours avant la réunion du conseil, lui indique la date et le lieu de cette réunion, lui transmet le projet qui fait l'objet de la demande d'avis et l'informe de la faculté qui lui est offerte d'être entendu ou de se faire représenter lors de cette réunion du conseil.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant a formulé une demande d'aménagement concernant la MTD 4 portant sur « <i>la réduction de la consommation de solvants, les émissions de COV et l'incidence globale sur l'environnement de la consommation de matières premières</i> ».</p> <p>La MTD consiste à appliquer « <i>une ou plusieurs techniques</i> » parmi les 8 listées. L'exploitant précise n'être concernée que par les techniques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- a) ("<i>utilisation de peintures/revêtements/vernis/encre/colles solvantés à haut extrait sec</i>")</li> <li>- b) ("<i>utilisation de peintures/revêtements/encre/vernis/colles à base aqueuse</i>").</li> </ul> <p>La technique b) est très ponctuellement mise en œuvre (« <i>pour certaines applications spécifiques et exceptionnelles</i> ») car les lignes d'impression ne sont pas adaptées aux encres à base aqueuse. Les installations sont en effet adaptées pour des encres solvantées. L'exploitant indique que ces encres ont une teneur en extrait sec comprise entre 20 et 30 %. A ce sujet, il déclare : « <i>l'investissement serait trop important pour notre entreprise pour utiliser des solvants à haute teneur en extrait sec</i> ». D'où la demande d'aménagement sollicitée par l'exploitant.</p> <p>D'un point de vue réglementaire, la notion d'extraits secs est défini au point 1 de l'annexe I de l'arrêté du 3/02/2022 comme suit : « <i>toutes les substances présentes dans les revêtements, les encres, les vernis et les colles qui deviennent solides après évaporation de l'eau ou des composés organiques volatils</i> ». Il n'est toutefois pas précisé le pourcentage nécessaire à atteindre pour permettre la conformité au BREF.</p> <p>Toutefois, en reprenant le document « <i>best available techniques (BAT) reference document on surface treatment using organic solvents including preservation of wood and wood products with chemical</i> » version 2020 – dans son chapitre 12.3 (« <i>current consumption and emission levels in flexography and non-publication rotogravure printing</i> » - qui concerne donc les activités d'héliogravure et de flexographie), il est notamment indiqué à propos des solvants utilisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les solvants communément utilisés pour la flexographie et l'héliogravure sont notamment l'acétate d'éthyle, ce qui est le cas pour POLYKOTE ;</li> </ul>

- « *The machine-ready ink will always contain about 80 % solvent. An ink bought with a higher solvents content will require less solvent for thinning (viscosity adjustment). Averages for solvent-based inks: gravure tends to be slightly over 80 % and flexography tends to be slightly under 80 %* »

En substance, il est donc communément admis par le BREF STS que les revêtements utilisés dans le secteur flexographie/héliogravure comportent une teneur solvant d'environ 80 %, le reste se composant de l'extrait sec et de l'eau.

Enfin, il est rappeler ici qu'une demande de dérogation au titre de l'article R515-68 du code de l'environnement, ne peut porter que sur des NEA-MTD, et non sur une MTD sans NEA-MTD, ni sur un niveau de performance autre que NEA-MTD (cf. *Guide de demande de dérogation - art. R 515-68 du CE – octobre 2017*).

**En concertation avec la référente COV du service Risque de la DREAL Normandie, et compte-tenu de l'ensemble des points rappelés ci-dessus, il est considéré que sur ce point précis, et en l'état, que les installations sont conformes avec le BREF et qu'en conséquence la dérogation sollicitée par l'exploitant n'a pas lieu d'être.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : Réexamen des conditions d'autorisation - Emissions du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/05/2017, article R 515-67
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveau d'émissions associé au secteur d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 n'excèdent pas, dans des conditions normales d'exploitation, les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables mentionnées au I de l'article R. 515-62.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'engage à respecter les points actuellement identifiés comme non conformes d'ici la fin de la période de mise en conformité, soit le 9 décembre 2024 au plus tard. Hormis la demande traitée en fiche de constat 2, l'exploitant se dit conforme aux dispositions du BREF STS. Des discussions ont été engagées sur plusieurs MTD. Sont repris ici uniquement les éléments visés dans les MTD 11, 17 et 24.</p> <p>2) MTD 11 et MTD 17 – surveillance des émissions dans les gaz résiduaire – émissions en cas d'utilisation d'un traitement oxydatif Il n'existe pas de problématique particulière concernant le respect des fréquences minimales de surveillance des paramètres COVT, NOx, CO. Les fréquences du BREF sont les mêmes que celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Pour rappel, le site dispose d'un oxydateur thermique dont le flux de COVT est inférieur à 10 kg EqC/h. Le rendement est de 98,75 % (selon les résultats du contrôle de septembre 2022). En outre, les valeurs limites d'émission définies à l'arrêté préfectoral pour les paramètres NOx et CO sont plus contraignantes que les niveaux d'émission associés à la MTD. En s'appuyant sur les résultats des années 2018 à 2021, l'exploitant se dit conforme aux VLE prescrites.</p> <p>2) MTD 24 - NEA-MTD, valeurs limites de rejets atmosphériques pour le secteur d'activité de la flexographie et de l'impression en héliogravure non destinée à l'édition L'exploitant dispose d'un plan de gestion des solvants dit complet pour chaque activité exercée (impression, nettoyage et préparation). S'appuyant sur les données du plan de gestion de 2020, l'exploitant se dit conforme : - aux niveaux d'émission associés à la NEA-MTD pour les émissions totales de COV (kg de COV / kg extrait secs utilisés) et pour les émissions diffuses de COV - aux niveaux d'émissions associés à la NEA-MTD pour les émissions de COV dans les gaz résiduaire.</p> <p>Ce positionnement est réalisé sur la base des données du plan de gestion Impression. Or, il doit être intégré l'ensemble de la chaîne pour évaluer les niveaux d'émissions associés: les deux autres activités, à savoir le nettoyage et la préparation doivent être prises en compte pour positionner les émissions du site par rapport au BREF. En l'état, <b>il ne peut donc pas être conclu sur la conformité des rejets avec les NEA-MTD définies dans le BREF.</b> En outre, il est usuellement recommandé par le ministère d'évaluer les émissions sur la base d'un échantillon représentatif sur 4 années.</p> <p><b>En conséquence, l'exploitant doit apporter ses compléments au dossier de réexamen sous 3 mois, l'objectif étant de s'assurer que les émissions actuelles du site (sur toute la chaîne) respectent les NEA-MTD définies dans le BREF.</b> Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 3/02/2022 en son article 3.11 prévoit qu'en lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions canalisées de COV dans les gaz résiduaire. L'exploitant se positionnera sur ce point dans le même délai.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites – Demande n°1
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 4 : Réservoirs aériens de solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.
<b>Constats :</b> L'établissement dispose de deux réservoirs aériens de solvants situés en extérieur sous appentis (fermé sur trois côtés) : une cuve de 8000 litres et une cuve de 4000 litres . À proximité, sous ce même appentis, sont stockés une dizaine d'IBC de déchets liquides dangereux et quelques fûts d'huiles usagées. Juste devant, à l'extérieur, se trouve la zone de dépotage des deux réservoirs de solvants. L'ensemble de la zone peut être confiné des réseaux du site par la fermeture d'une vanne identifiée. Des consignes sont passées pour que celle-ci soit en position fermée lors du dépotage.  Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si ces deux cuves étaient en simple ou double enveloppe. Il n'existe a priori pas de dispositif de détection de fuite avec alarmes associées. Par courrier électronique du 08/12/22, l'exploitant indique avoir pris contact avec un prestataire pour la réalisation d'un contrôle d'étanchéité des réservoirs (devis en cours). <b>Sous 15 jours, l'exploitant transmet un bon de commande pour la réalisation du contrôle. L'absence de réponse sur ce point pourra conduire l'inspection à proposer des suites administratives.</b> <b>Sous 2 mois, il justifie de la bonne étanchéité des réservoirs.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites – Demande n°2
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 5 : Canalisation - transport des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Canalisation - transports des produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tuyauteries comportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont installées et exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite le 18/09/2019, il avait été demandé de s'assurer du bon état et de la bonne étanchéité des canalisations de transport de solvants (depuis les cuves de solvants jusqu'à l'atelier) via un examen approprié. Le 07/07/20, l'exploitant a fait réaliser par un organisme compétent un examen visuel et un test de fuites des tuyauteries permettant de déceler 5 micro-fuites au droit des montages vissés (via test « 1000 bulles »). Le rapport indique « <i>bon état général des tuyauterie inox et des supports colliers</i> ».</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser si une suite a été donnée quant à la gestion des micro-fuites détectées. Sur demande expresse, l'inspection demande à ce que des actions correctives soient prises.</p> <p>Par courrier électronique du 14/12/22, l'exploitant indique avoir réalisé une vérification en interne par le service maintenance, aucune fuite n'a été retrouvée (photos à l'appui). L'exploitant en déduit que « <i>les réparations ont été faites mais non tracées</i> ».</p> <p>L'inspection prend acte de ce point. Elle note toutefois que la vérification réalisée par le service maintenance a été faite en utilisant du papier absorbant/chiffons autour des fuites suspectées et non avec un test « 1000 bulles ». .</p> <p><b>L'inspection rappelle à l'exploitant que les actions correctives mises en œuvre pour lever des anomalies issues de rapport de contrôle ainsi que leur date de mise en œuvre doivent être formalisées et conservées.</b></p> <p><b><u>Sous 1 mois</u>, l'exploitant définit une fréquence de contrôle des tuyauteries de transport de solvant, dont les modalités doivent être conformes aux règles de l'art (test 100 bulles ou équivalent) et le justifie auprès de l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites – Demande n°3
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 6 : Propreté - rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 2.3.1 et 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté et rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.3.1: [...] L'ensemble des installations est maintenu propre en permanence. [...]  Article 7.4.3: [...] Elles [les rétentions] font l'objet d'un nettoyage régulier et sont vidées afin de maintenir leur capacité totale de rétention.
<b>Constats :</b> Au niveau du local contenant la machine à laver et le distillateur, il est constaté des traces d'écoulements accidentels. Le local est globalement souillé. Il est demandé de procéder au nettoyage du local et de sa rétention. Par courrier électronique du 25/11/22, l'exploitant indique que la zone est en cours de nettoyage et que la rétention de 4 m <sup>3</sup> a été vidangée (photos à l'appui). Il précise également avoir procédé au nettoyage de la rétention située au niveau des cuves de solvants situées à l'extérieur du bâtiment.  <b>L'exploitant est invité à poursuivre ses efforts et à prendre toutes les mesures organisationnelles nécessaires de manière à maintenir propres ses installations et à disposer en tout temps des capacités totales de rétention disponibles sur son site.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Systèmes de détection et extinction automatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les compte-rendu sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.  Les systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p><b>Constats :</b> L'ensemble des locaux est couvert par un système de détection automatique d'incendie. Celui-ci fait l'objet d'une visite deux fois par an par un organisme compétent. La dernière vérification est datée du 29/07/2022. L'installation est dite "<i>en veille générale</i>" à l'arrivée du contrôleur. Aucune action corrective n'est apportée.  L'inspection note que le contrôle n'a pas porté sur l'ensemble des détecteurs de l'établissement. Il semble que des tests par sondage soient réalisés tous les 6 mois. Sur le rapport de contrôle, l'indication relative aux détecteurs ayant fait l'objet d'un test n'est pas très compréhensible.  Par ailleurs, le test du fonctionnement de la sirène d'évacuation et de son audibilité est dit "<i>concluant</i>". Le report d'alarme au télésurveilleur est dit "<i>concluant</i>" aussi.  Il est par ailleurs mentionné la nécessité de remplacer "<i>2 batteries de 12v 12ah</i>" lors de la prochaine visite sur le bloc "<i>alimentation - AES sirène évacuation</i>".  Le jour de la visite, la centrale ne présentait pas de dérangements.</p> <p><b>L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des détecteurs de l'établissement fait l'objet d'une vérification a minima tous les ans. Pour le prochain contrôle, il demandera expressément au prestataire de préciser lisiblement, sur le PV de test, les détecteurs ayant fait l'objet d'un contrôle (soit 50 % de l'ensemble des détecteurs) et les détecteurs qui doivent être testés à l'occasion du deuxième contrôle annuel.</b>  <b>Enfin, sa vigilance est appelée quant à la nécessité de remplacer les batteries du bloc "alimentation - AES sirène d'évacuation" avant le prochain contrôle.</b></p> <p>Le local de préparation des encres, doté d'un système automatisé de mélange, dispose d'un système d'extinction automatique à poudre. Lors de la précédente visite, il était prévu le renouvellement de l'installation compte-tenu de l'état des réservoirs (forte oxydation) et de la requalification décennale à venir.  Aussi, le dispositif (6 bouteilles) a été renouvelé en 2021. La dernière vérification par une société compétente est datée du 1/04/2022. Aucune anomalie n'y est reportée. Les cuves et les buses sont dites en "<i>bon état</i>". L'inspection note qu'un essai concluant du fonctionnement de la sirène a été réalisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites – Demande n°4
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident du 15 septembre 2022
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Postérieurement à la visite d'inspection, par courrier électronique du 25/11/2022, l'exploitant fait mention de la survenue d'un incident sur le site. Sur demande, il transmet par courrier électronique du 8/12/22 la fiche de notification d'incident, comme prévue par l'article R 512-69 du code de l'environnement.</p> <p>D'après ce document, l'évènement est survenu le 15/11/22 à 4h34 et concerne le distillateur de solvant (régénérateur) localisé dans le local machine à laver.</p> <p>Un dégagement de fumées s'est produit et a déclenché un détecteur de fumée. Le report vers la centrale de détection a été effectif. La télésurveillance a contacté la personne d'astreinte (Directrice Générale Adjointe) qui a pris en compte l'alarme et s'est rendue sur place. Dans ce même intervalle de temps, des employés sont arrivés pour leur prise de poste aux environs de 4h45 et ont averti les pompiers. Ceux-ci sont intervenus rapidement et ont procédé à l'arrêt des énergies et à l'aération du bâtiment (évacuation des fumées). Il n'y a pas eu d'aspersion d'eau.</p> <p>Selon l'exploitant, au moment de l'incident, le cycle de distillation était en phase finale. Une réaction exothermique due à la nitrocellulose contenue dans les encres s'est formée dans la cuve du distillateur (cause identifiée : séchage trop important des boues). La sécurité (dite « sécurité nitrocellulose ») s'est déclenchée aux alentours de 120 °C, le cycle de distillation étant réglé entre 100 et 105 °C (réglage constructeur), et a déclenché l'arrosage automatique de sécurité dans la cuve. Cela a généré un dégagement de fumées, la pression a augmenté dans la cuve du distillateur et a déclenché la soupape de sécurité, qui a laissé échapper les fumées.</p> <p>Selon l'exploitant, <i>"la fonction sécurité a rempli son rôle"</i>. Une fois les fumées évacuées <i>« en quelques minutes »</i>, l'incident a été clos. Il précise, après avoir consulté pour avis le constructeur, que la réaction exothermique est rare mais connue lors de la distillation de solvant contenant de l'encre. C'est pourquoi, certains distillateurs sont équipés de la sécurité nitrocellulose pour pallier cette réaction. Une défaillance au niveau de la montée en température du cycle pourrait être à l'origine de l'incident.</p> <p>Cet incident implique que le distillateur est hors service. L'exploitant précise le remplacement à venir de celui-ci par une nouvelle génération avec un système empêchant toute réaction exothermique. Des devis auprès de constructeurs ont été sollicités.</p> <p>D'un point de vue réglementaire, l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit en son article 9.3.3 que <i>« les solvants sont régénérés et réutilisés »</i>.</p> <p>En conséquence, <b>l'exploitant doit s'engager sur la reprise de l'activité de régénération de solvant. Il tiendra informée l'inspection sous 1 mois. Par ailleurs, il transmettra les justificatifs de l'évacuation en filière agréée des boues de solvants encore contenues dans le distillateur dans le même délai.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites – Demande n°5
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais : 1 mois**